



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 mars 2026

L'an deux mille vingt six, le vingt neuf mars, à 10h00,

Les membres du Conseil Municipal se sont réunis au Théâtre Galli 80 Av. Raoul Henry, 83110 Sanary-sur-Mer sur convocation qui leur a été adressée par le Maire sortant, sous la présidence de Philippe HENO, .

Date de la convocation :
23 mars 2026

Nombre de conseillers
en exercice : 33

Nombre de votants : 33
Pour : 33
Contre : 0
Abstention(s) : 0
Ne participe pas : 0

Secrétaire de séance :
Dominique IVANEZ

Présents :

Philippe HENO, Dominique IVANEZ, Philippe PRANGE, Elisabeth MOSER, Pierre SEGOND, Carole DE PERETTI, Gilles CRESPIN, Catherine BAYARD, Stéphane BOVERO, Caroline ALBERTINI-SPASARO, Eric FOGLI, Claudia VITEL, Tony ROGER, Valérie SZPICZAK, Thierry BAUD, Catherine ALIX BERENGER, Roland MOUTTE, Mélanie CLEMENT, Claude IELPO, Sophie FOULON, Johann CRAISSON, Anaïs GRIMAL, Adam BELLALAH, Corinne BOIN, Joseph NADER, Olivier MAGNIN, Pascal GONET, Laetitia BATTÉ, Bastien TISSIER, Fiona HEITZ, Thierry VALLET, Gilles GARCIA, Laurence COCHE-DEGRASSAT

DEL_2026_054 : Convention d'occupation du domaine public pour la mise à disposition temporaire de l'Etat d'un parc de stationnement

Après avoir entendu le rapport de Philippe HENO, il est proposé d'adopter la délibération suivante :

Vu, le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), notamment les articles L. 2122-1 et suivants,

La commune de Sanary sur Mer est propriétaire d'un bâtiment situé 9 rue Gaillard à Sanary-sur-Mer actuellement occupé par les services de la police nationale auquel est attenant un parc de stationnement en plein air composé de 23 places sur la parcelle cadastrée section AP n° 995.

Suite à la réalisation par la commune d'un nouveau commissariat de police, les agents de la police nationale sont en cours de déménagement dans ces nouveaux locaux. Toutefois, dans la mesure où, pour l'heure, il n'y a pas de places de stationnement disponibles à proximité de ce nouveau bâtiment, il a été convenu avec le Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur (SGAMI) que les places de stationnement attenantes à l'ancien commissariat seraient mises à disposition gratuitement des agents de la police nationale.

La présente convention est conclue en application de l'article L. 2122-1 du Code général de la propriété des personnes publiques. L'occupation consentie, qui ne poursuit aucune finalité économique, ne relève pas du champ des dispositions de l'article L. 2122-1-1 du même code et n'est donc pas soumis à la mise en œuvre d'une procédure de sélection préalable.

Conformément à l'article L. 2125-1 3° du même code, elle est accordée à titre gratuit dès lors qu'elle « contribue directement à assurer l'exercice des missions des services de l'Etat chargés de la paix, de la sécurité et de l'ordre publics », ce qui est le cas en l'espèce puisqu'elle participe à l'exécution d'une mission de service public et répond à un motif d'intérêt général tenant à la bonne continuité du service public.

Eu égard aux contraintes spécifiques d'exercice des missions de sécurité publique, notamment liées aux horaires décalés, aux astreintes et aux exigences de réactivité opérationnelle, la possibilité pour les agents de stationner à proximité de leur lieu d'affectation constitue une condition matérielle de nature à garantir leur présence effective et la continuité du service.

Dans ces conditions, la mise à disposition temporaire des emplacements de stationnement litigieux doit être regardée comme contribuant au bon fonctionnement du service public de la sécurité et répondant, à ce titre, à un motif d'intérêt général.

Cette mise à disposition est consentie pour une durée de 1 an renouvelable deux fois par tacite reconduction.

Par la suite, les agents pourront se stationner au parc Carbone, situé à proximité immédiate du nouveau bâtiment du commissariat, en vertu d'un contrat d'abonnement qui sera souscrit par l'Occupant dans les conditions fixées par le Conseil Municipal. Ce parc de stationnement est actuellement fermé au public en raison de malfaçons le rendant impropre à sa destination. Une expertise judiciaire est actuellement en cours et d'importants travaux de reprise vont devoir être engagés avant son ouverture au public. La date d'ouverture au public n'est donc pas connue par la Commune à l'heure de la rédaction de la présente convention.

Par conséquent, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver l'exposé qui précède
- Autoriser le Maire à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public jointe en annexe

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour extrait conforme,



Le Maire

Philippe HENO

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon (5 rue Racine – CS40510-83041 TOULON CEDEX 9) dans le délai de 2 mois, à compter de sa notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal peut être saisi par "Télérecours citoyens" accessible par le site www.telerecours.fr.